

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61880

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

# Nekrologe

FRITZ FISCHER (1908–2000)

Pour les jeunes doctorants d'Etat (c'est-à-dire âgés de 30 à 40 ans) de l'école française d'histoire des relations internationales des années 1960–1970, la révélation de la personnalité de Fritz Fischer ne s'est faite qu'avec un retard certain sur son émergence en Allemagne et sur la controverse si vigoureuse qu'avait soulevée la parution de *Griff nach der Weltmacht* en 1961, réédité en 1964; sa traduction en français (*Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*) en 1970 confirme ce décalage: elle vient même après *Krieg der Illusionen*, sorti en 1969. Les «maîtres» étaient évidemment au fait de ces publications; Pierre Renouvin rend compte du premier livre en 1962 et du second en mars 1971 dans la *Revue Historique* et Jacques Droz recadre en 1973 la controverse de la *Zunft* historique allemande dans le débat historiographique sur *Les causes de la Première Guerre mondiale*. Tous deux avaient participé au colloque des historiens français et allemands de Dijon en août 1965, où Fritz Fischer avait exposé ses thèses et Karl Dietrich Erdmann et Wolfgang Mommsen expliqué leurs divergences à leur égard. La question des responsabilités et des buts de guerre restait ouverte, en Allemagne mais aussi en France où elle était activée par le cinquantième de 1914, puis des années de la guerre, et aussi l'expiration du délai de fermeture des archives officielles qui était alors de cinquante ans: cette double conjoncture permit quelques colloques et séminaires de doctorat sur le sujet. Par ces voies et, en quelque sorte par écho, Fritz Fischer entra dans le champ des connaissances, sinon des réflexions, de doctorants qui préparaient et soutenaient au cours de cette décennie leur thèse d'Etat sur des relations bilatérales antérieures (pour cause d'accessibilité aux archives) à 1914, comme ce fut le cas pour Pierre Guillen en 1967 (L'Allemagne et le Maroc jusque 1905), Raymond Poidevin en 1969 (Les relations économiques et financières franco-allemandes), René Girault en 1971 (les emprunts russes), Jacques Thobie en 1973 (les intérêts français dans l'empire ottoman), Jean-Claude Allain en 1974 (la seconde crise marocaine). D'une manière ou d'une autre, la politique allemande wilhelminienne y était concernée mais sectoriellement; elle n'était pas directement au centre de la problématique française du moment.

Celle-ci portait sur la notion d'impérialisme et singulièrement sur l'interaction des facteurs économique et politique dans le processus de décision dans la politique étrangère d'expansion en Europe et hors d'Europe; il s'agissait d'analyser et d'évaluer concrètement la structure, les articulations et la portée démontrable de ces «forces profondes», suivant l'expression de Pierre Renouvin, qui orientaient, déterminaient, dans quelle mesure?, les champs de l'expansion et, par suite, les litiges et les conflits de puissance que la rencontre, la confrontation, des intérêts engendrait. Cette interrogation majeure, à l'époque de la recherche, se poursuivait dans cette petite «corporation» des historiens internationalistes après les soutenances des thèses: par exemple, dans le séminaire de René Girault, à Nanterre en 1973, ou dans les premiers numéros (nos 6 et 7, 1977) de la revue *Relations internationales*, au comité de rédaction de laquelle ils appartenaient tous. Il est certain que cette problématique s'inscrivait dans le cadre d'un examen critique des dogmes historiques, issus du marxisme-léninisme sur l'impérialisme, pour en apprécier la pertinence, non d'un point de vue théorique abstrait, mais à la lumière de cas réels et de situations internationales, établis à partir des archives et *a priori* non perceptibles de l'extérieur dans leurs mécanismes de fonc-

tionnement. Ces perspectives balisaient en quelque sorte la recherche et le débat sur les origines de la guerre, dans lesquels les deux livres de Fritz Fischer faisaient irruption, et auraient pu ou dû préparer, voire solliciter, de se joindre à la controverse.

Or, il faut bien l'avouer, l'émotion et la discussion publiques, fort médiatisées, qu'ont provoquées en Allemagne les thèses de Fritz Fischer, n'ont pas eu un écho d'une ampleur équivalente dans le groupe d'historiens français, susceptibles d'y être sensibles (peut-être, fut-ce différent, mais dans une autre perspective, chez les germanistes civilisationnistes). La première raison est sans doute la différence d'approche: Fritz Fischer centrait sa démonstration et ses preuves sur la ›primauté de la politique intérieure‹ (*Primat der Innenpolitik*) dans les options de politique extérieure, alors que les Français, on l'a vu, s'attachaient plutôt d'abord aux rapports internationaux de force politiques, économiques et financiers, dans lesquels l'empire allemand n'était qu'un maillon, certes essentiel, mais non décisif à lui seul. La deuxième raison en découlait: la focalisation sur une responsabilité unique et préméditée de l'Allemagne impériale dans le processus pluridécennal des relations, débouchant sur la guerre, paraissait à la fois trop partielle, sinon partielle, pour être entièrement crédible; elle semblait vouloir régler un compte avec la société allemande, et même avec des personnalités, comme Bethmann Hollweg, de l'époque impériale, comme on l'avait vu, avec infiniment moins de talent et de documents, en France juste après la Grande Guerre dans la mise en cause de Poincaré, du tsar ou du Kaiser. Or, depuis 1927, cette personnalisation nationale ou individuelle des responsabilités de la guerre avait été battue en brèche par Pierre Renouvin qui avait montré que ces responsabilités étaient partagées, certes à des degrés divers mais sans monopole pour l'un des partenaires du conflit. Cette lecture était familière des ›jeunes‹ historiens de l'école Renouvin-Duroselle qui s'employaient à affiner les composantes internationales de ces responsabilités. Le rejet aussi par Fritz Fischer de l'hypothèse de la ›guerre préventive‹, invoquée dans le cadre de la théorie de ›l'encerclement‹ pour le briser, ne paraissait pas plus convainquant, puisqu'il procédait de la thèse de préméditation exclusive et ancienne, qui ne s'imposait pas à l'évidence. Une troisième raison, plus formelle sans doute, jouait aussi: que le ton du récit soit vif et alerte, se dispensant, comme le remarquait Pierre Renouvin en 1971, des ›demi-teintes et des nuances prudentes‹, marquât un style personnel d'expression, s'acceptait volontiers mais il n'était pas sans conséquences sur la méthode; la sélection documentaire citée et les interprétations péremptoires tirées avaient un effet contre-productif et sollicitaient plus de réserve que d'adhésion, dès lors qu'on ne raisonnait pas en termes d'enthousiasme. Un florilège de citations bellicistes, généralement de presse, pouvait être fait en Allemagne comme en France, sans pour autant impliquer que ces propos, même éventuellement tenus par des responsables de fédérations ou syndicats d'industriels, avaient eu un pouvoir décisionnel quelconque sur ceux qui détenaient ce pouvoir; de plus, au sein d'une même corporation industrielle ou bancaire, les intérêts de tous ses membres sont loin d'être toujours convergents, comme le montraient les études de cas pour, par exemple, l'expansion au Maroc ou dans l'empire ottoman; Fritz Fischer, lui-même, observait (1969) cette absence de front commun des trois grandes centrales patronales même dans le combat intérieur contre la politique sociale. Ou encore, n'était guère convainquant de conférer une vertu décisive à un rapport ou à une prévision logistique d'état-major, dont on rappellera que c'est le métier et auquel on ne manque jamais quand le conflit a eu lieu, de reprocher les imprévisions, ou glisser sur la chronologie: on s'arrêta en France sur le fameux programme du 9 septembre 1914; certes, ce n'était pas une ›bagatelle‹ (F. Fischer, à Dijon, 1965) mais la récapitulation d'ambitions ou de visées économiques pouvait-elle être disjointe de la situation stratégique qui en permettait, avant la bataille d'arrêt de la Marne, la formulation dans une conjoncture de victoire possible? Et pouvait-on en faire une motivation rétro-active de l'entrée en guerre?

Si, incontestablement, les thèses, une partie des thèses, de Fritz Fischer ont provoqué surprise et intérêt dans le groupe français, elles n'ont en tout cas engendré ni engouement, ni

révolte et surtout pas contre la personnalité de leur auteur, comme on se le remémore en refeuilletant son *Juli 1914* (p. 70–73) de 1983, où il retrace les multiples aspects de la controverse en Allemagne et sa politisation partielle dans le cadre de la guerre froide et des relations interallemandes. Une émotion comparable du milieu historien français était inconcevable et la joie, sinon l'enthousiasme, des jeunes historiens allemands de voir l'*establishment* bousculé et montant au créneau contre ce trublion de Fischer, comme s'en souvient Gerd Krumeich (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4 novembre 1999), n'avait aucune raison de se propager en-deçà du Rhin. La question sous-jacente de la continuité ou des ruptures historiques entre 1914 et 1949 ne se posait pas dans les mêmes termes et surtout sur une aussi longue séquence (au plus la période de Vichy, 1940–1944). Par là, l'environnement socio-politique et la reconstruction de la mémoire historique étaient trop différents de chaque côté pour que la perception de l'œuvre de Fritz Fischer eût autant d'ampleur et d'impact dans le milieu français; au »Sonderweg« allemand, répondait, en somme l'»exception« française ! Qu'on l'approuvât ou non, il restait que Fritz Fischer posait, certainement en des termes un peu vifs, de stimulantes interrogations de méthode comme de fond et c'est bien pour cela qu'on le considérait, légitimement, comme une nouvelle personnalité marquante de l'historiographie des relations internationales contemporaines.

Jean-Claude ALLAIN, Paris